



**INSTITUT
NATIONAL DE
LA STATISTIQUE**



**POLITIQUE FISCALE A MADAGASCAR :
OPTIONS ET IMPACTS DISTRIBUTIFS**

Résumé

Décembre 1998

TABLE DES MATIERES

Liste des tableaux et graphiques
Liste des sigles et abréviations
Résumé en français et en anglais

1. Objectif

2. Etat actuel du système fiscal

3. Evolution du système fiscal, 1961 à 1995

- A. Solde budgétaire
- B. Les dépenses
- C. Les recettes

4. Grands axes d'intervention fiscale à la fin des années 1990

- A. Augmentation des recettes fiscales
- B. Décentralisation
- C. Relations avec l'extérieur

5. Simulations

- A. Questions à adresser
- B. Le modèle
- C. Résultats

6. Conclusions

Références

Annexe A. MAD-CGE : Un modèle d'équilibre général de Madagascar

Nombre total des pages : 29

LISTE DES TABLEAUX

1. Taille relative des gouvernements centraux et locaux
 2. Structure des recettes et des dépenses du gouvernement central
 3. Taux effectifs des impôts principaux à Madagascar
 4. Simulations des impacts d'une hausse de recettes fiscales à travers différents instruments
 5. Simulations diverses
-
- A. 1. Comptes de la matrice de comptabilité sociale (MaCS)
 - B. 2. Liste des équations du modèle

RESUME

Au cours des 20 dernières années, une érosion de l'assiette fiscale en combinaison avec un niveau élevé des dépenses et des emprunts publics ont laissé Madagascar avec une faible disposition de recettes propres, une dette publique accablante, et une détermination de réforme fiscale. Après avoir tracé les grandes lignes de l'évolution fiscale à Madagascar, l'analyse qui suit se penche sur les simulations d'un modèle d'équilibre général (MEGC) qui visent à évaluer les effets distributifs des alternatives de réformes fiscales les plus souvent avancées. D'après l'analyse, le système fiscal actuel se révèle généralement progressif, en grande partie à cause de sa très forte concentration sur les revenus et les transactions du secteur formel. La grande majorité des ménages, les ruraux et les informels, restent en dehors du système fiscal, ils ne paient presque pas d'impôts et en contrepartie, reçoivent peu de services publics. Vu l'étroitesse de l'assiette fiscale, une hausse des taux appliqués à la base actuelle restera progressive. Par contre, une expansion de l'assiette qui vise à englober les ruraux et les informels - à travers le nouvel Impôt Synthétique - sera forcément régressive. Pour réussir, une telle expansion exigera probablement une restructuration parallèle des services publics pour que les secteurs ruraux et informels deviennent impliqués dans le système fiscal dans les deux sens, comme contribuables et comme bénéficiaires des services publics.